

La poudre aux yeux

Un président à l'écoute de ses concitoyens, c'est l'image que l'Idi a voulu donner de lui tout au long de son dernier séjour au sud du pays. Il aura entendu de toutes ses oreilles cette fois-ci. Sans fioritures, les citoyens n'ont pas pris des gants pour dire au PR tout le bien qu'ils pensent de ses représentants dans les différentes circonscriptions. En toute urgence, l'Idi a décidé de démettre les gouverneurs du Moyen Chari et du Mandoul. Il a mis fin aux fonctions de certains préfets et responsables des services de défense et de sécurité. Dans ces deux régions, les ressortissants ont poussé un ouf de soulagement. Pour eux, c'est la fin d'un calvaire.

Calvaire, c'est la réalité que vivent nos concitoyens au quotidien soumis qu'ils sont au joug de ces représentants qui se comportent comme en territoire conquis. Le déni de droit et l'arbitraire sont la règle. Ce que l'on vit présentement dans l'arrière pays dépasse au centuple ce qui a été reproché au régime de Ngarta Tombalbaye. Tant par le volume des exactions que par l'étendue du phénomène. Chacun des responsables est dieu dans sa circonscription. Il a droit de vie et de mort sur les citoyens. Il peut disposer de leurs biens à sa guise. Sans aucune limite. Il est donc difficile d'imaginer que la situation soit ignorée des hauts responsables du pays.

Pour deux responsables démis, combien sont encore en poste? Le récent rapport parlementaire a mis en évidence de graves dysfonctionnements dans l'administration du territoire. Bien qu'édulcoré, le rapport qui est resté assez accablant, appelait des mesures urgentes et énergiques. Plusieurs semaines après la résolution de l'Assemblée Nationale, aucune mesure n'est venue remettre de l'ordre dans ce pandémonium qu'est l'administration territoriale. Que fallait-il de plus au gouvernement pour lui écarquiller les yeux sur la triste réalité du terrain? Faudrait-il que l'Idi visite chaque localité pour se rendre compte des choses avant d'agir? On peut se demander si les mesures concernant le Mandoul et le Moyen Chari ressortent de la démagogie plutôt que d'une réelle volonté de mettre un terme à une situation devenue intolérable. Beaucoup d'anciens collaborateurs de Hissène Habré ont plaidé l'ignorance pour se couvrir contre les graves violations qui ont eu lieu sous son règne. On ne peut pas nous resservir la même sauce demain. Aujourd'hui tout se sait. Il faut donc agir pour remettre de l'ordre, sinon on se rend complice de tout ce qui se passe.

La Rédaction

Au pays du pétrole !



Dernière minute

Le sommet des Chefs d'Etat de l'Union Africaine à Accra devant débattre du projet de gouvernement des Etats Unis d'Afrique, de la réforme de l'institution et de la crise du Darfour, s'est tenue effectivement le 1er juillet 2007. Mais les trois sujets à l'ordre du jour ont plus contribué à diviser les Chefs d'Etat.